travailleurs. Il a fallu attendre près de 3 semaines pour que des collectes soient organisées pour le 12 par les organisations syndicales, alors qu'un comité de soutien formé à l'initiative des militants révolutionnaires était apparu avant. Quand les 7000 OS du 12 et du 74 se sont mis en grève, au lieu de populariser leur lutte auprès des autres travailleurs, on les a sortis de l'usine pour aller à la mairie et dans les ministères. Comme si ça pouvait changer quelque chose !

Et pourtant, il était possible de demander aux autres travailleurs de la Régie de manifester leur solidarité, ne serait-ce qu'au niveau financier, en versant par exemple une heure de salaire pour les grévistes. A aucun moment des propositions de ce type n'ont été faites.

Même une chose élémentaire comme l'information sur ce qui se passait dans les autres usines n'a pas été assurée. Seule la CFDT s'est efforcée quelque peu de l'assurer. En fait, ces informations, les travailleurs ne les obtenaient que par les tracts des organisations révolutionnaires. De la même manière, à différentes occasions, il était possible de rendre concrète la solidarité des autres travailleurs et des autres couches de la population. Ainsi le 9 avril, alors que de gigantesques manifestations unitaires des collectifs lycéens, étudiants, apprentis et des syndicats ouvriers avaient lieu, un des mots d'ordre central aurait dû être : « Renault en grève : solidarité ! ». C'est ce qui avait d'ailleurs été proposé par les délégués des collectifs lycéens, étudiants et collégiens lors des négociations avec les directions syndicales : mais ces dernières refusèrent avec énergie.

Pour affirmer plus clairement encore que le 1er mai 73 était un 1er mai de lutte, il aurait fallu le placer sous le signe de Renault et de Peugeot, symboles des luttes ouvrières.

LES DIRECTIONS SYNDICALES NE SE SONT PAS DONNE LES MOYENS D'OBTENIR LA VICTOIRE

Exiger le paiement des heures de lock-out à 100 % est une revendication très difficile à obtenir. Si Dreyfus avait cédé, ça voulait dire qu'à l'avenir il se retirait l'arme favorite des patrons : le lock-out. Pour obtenir une telle victoire, il fallait des formes de lutte adaptées sous peine d'enferrer les travailleurs dans une impasse. Au début de la lutte, quand c'était peut-être possible, les directions syndicales n'ont pas voulu appeler à l'occupation. Quand un délégué CFDT a avancé cette idée au cours d'un meeting dans l'île, la CGT a immédiatement protesté en le traitant d'aventuriste. Et les dirigeants de la CFDT n'ont rien dit : ils se sont écrasés.

D'autre part, pour la première fois depuis mai 68, plus de 10 000 travailleurs de Renault étaient grévistes. Il fallait alors profiter de cette ampleur pour avancer d'autres revendications. A 400, les OS du 12 ont obtenu le 160 pourquoi les 7000 OS de Billancourt n'auraient-ils pas obtenu le 162 maxi ? Depuis longtemps les syndicats préparaient les négociations sur les classifications. Fallait-il attendre une autre grève pour avancer une revendication concernant tous les travailleurs : un seul taux par catégorie : le maxi ? Non ! Il fallait profiter de la force que représentait le nombre de grévistes pour poser aussi le problème des conditions de travail et des salaires.

FACE AUX LICENCIEMENTS, IL FALLAIT RIPOSTER !

Face aux licenciements, les directions syndicales n'ont su organiser la moindre riposte. Certes, la CFDT a quitté les négociations, ce qui était juste, mais elle y est revenue... quand la direction a promis de recevoir les licenciés accompagnés de leurs délégués.

LA DEFIANCE DES TRAVAILLEURS FACE AUX DIRECTIONS SYNDICALES S'EST ACCRUE

La direction de la CGT a eu une attitude « aventuriste » et « irresponsable ». Elle a voulu prendre une position plus ferme. Mais sans se donner les moyens de la mettre en pratique. La direction de la Régie l'a obligée à choisir : mettre en accord ses paroles et ses actes ou capituler. La direction de la CGT a choisi la deuxième voie : elle a « canné » en ne faisant aucune proposition. En ne se donnant pas les moyens d'être aussi ferme en pratique qu'en parole, elle a laissé pourrir le mouvement.

La direction de la CFDT s'est à nouveau fait remarquer par ses hésitations et ses absences. Ceux qui faisaient un réel travail dans ce syndicat étaient en grande partie des militants de base sans responsabilités et souvent sans heures de mandat. Les dirigeants, eux, semblaient surtout soucieux de ne pas trop se démarquer de la CGT. « Ils vont encore nous rentrer dans la gueule » entend-on souvent.

Quant à FO, elle s'est clairement dévoilée au cours de cette grève. Elle a choisi son camp : celui de la direction. Au 12, elle n'a pas cessé de réclamer un vote à bulletins secrets. Elle a même osé déclarer : « la grève des presses, dans l'intérêt des travailleurs, aurait pu se terminer 8 jours avant ; certes, cette semaine de grève a amené 3 points au coefficient de prime (soit environ 40 F par an), drôle de victoire... ». Alors que pendant ces 8 jours, ceux du 12 avaient obtenu la garantie du salaire et le respect de leur revendication « à travail égal, salaire égal ».

Voilà pourquoi les travailleurs sont rentrés à Sandouville et à Flins et maintenant à Billancourt. Faute de perspectives claires, ils sont rentrés de manière dispersée, sans qu'il y ait un seul vote, que ce soit au niveau de chaque département ou même d'un meeting central. Chacun avait la rage au cœur, mais se sentait désarmé devant la fermeté de la direction. La reprise du travail n'est pas une victoire pour Dreyfus, mais une sorte de trêve.

Une fois le travail repris, il se montre plus coulant dans les négociations : il accepte de discuter du problème des classifications des OS alors que ce n'était pas prévu et cède quelque peu. Mais, pour l'instant les licenciements restent effectifs et les études de poste ne sont pas abandonnées. ■■